



CONFIANCE: DE QUELLE CRISE PARLE-T-ON?

Si la méfiance des Français à l'égard du vaccin contre le coronavirus semble s'estomper, reste un discrédit hors pair dans l'Hexagone pour les institutions. Pistes pour comprendre.

**ENTRETIEN
AVEC
CLAUDIA SENIK**
PROFESSEUR D'ÉCONOMIE
À LA SORBONNE ET À L'ÉCOLE
D'ÉCONOMIE DE PARIS. A DIRIGÉ
L'OUVRAGE COLLECTIF *CRISE DE
CONFIANCE ?* (LA DÉCOUVERTE,
NOVEMBRE 2020).

**Paradoxe :
la confiance
de la société dans
la science a été
entamée par
la transparence.
Les débats publics
télévisés entre
scientifiques,
journalistes
et hommes
politiques ont
créé l'impression
illusoire que
chacun pouvait
se faire son opinion
sur des questions
scientifiques.**

– **Options : Après avoir été parmi les plus rétifs à la vaccination, les Français semblent se laisser convaincre. Comment l'expliquez-vous ?**

– **Claudia Senik :** La confiance est un sentiment qui ne se conçoit pas dans l'absolu. Si l'opinion des Français évolue à ce sujet, sans doute est-ce parce que la question qui se pose désormais n'est plus d'accepter ou non de se faire vacciner, mais d'y parvenir. L'épidémie commence à avoir des conséquences vraiment négatives sur le moral des Français. Et cela dans un contexte où les gens ont compris que le vaccin mutait, que des variants plus contagieux apparaissaient ici et là, et qu'il était donc urgent de stopper cette épidémie par la vaccination et son résultat, l'immunité collective. Après les scandales qui ont éclaté ces dernières décennies autour des laboratoires pharmaceutiques, on peut comprendre que les gens aient non pas une hostilité de principe vis-à-vis des vaccins, mais une prudence relative, comme le note le sociologue Alexis Spire dans l'ouvrage que nous venons de publier à La Découverte. Au-delà, peut-être faut-il aussi s'arrêter sur la confusion qui s'est installée ces dernières années entre ce qu'est la recherche scientifique et ce qu'est la science.

– **C'est-à-dire ? Quelle différence faites-vous entre ces deux notions ?**

– La recherche avance avec des méthodes rigoureuses, mais sans garantie de succès. Avant d'arriver à un savoir qu'on pourra mettre en application, il faut chercher, expérimenter, tester, vérifier. Il faut tâtonner, prendre du temps. Et c'est à cette réalité que nous avons été

confrontés ces derniers mois, avant que n'émergent des vaccins capables de lutter contre la pandémie. Les gens ont cru que l'incertitude qui caractérise l'étape de la recherche, tant que les résultats ne sont pas validés par la communauté scientifique, s'étendait aussi aux savoirs établis par la science. Ces dernières années, la confiance de la société dans la science a été entamée par la transparence – ce qui est paradoxal, car la transparence est aussi une condition de la confiance. Plus récemment, il y a eu tous ces débats publics télévisés entre scientifiques, journalistes et hommes politiques qui ont créé l'impression – illusoire – que chacun pouvait se faire son opinion sur des questions scientifiques.

– **Comment expliquez-vous néanmoins que la France se distingue par un manque de confiance dans les institutions ?**

– Attention, la France n'est pas unique en la matière. Le discours de défiance s'étend aujourd'hui à tous les pays et vise tout ce qui peut sembler légitimer une forme de domination d'une « élite » sur le reste de la population, qu'il s'agisse du savoir scientifique, de l'expertise, ou du pouvoir politique ou médiatique. L'élection de Donald Trump en a été l'illustration ultime. Mais, c'est vrai, ce constat est encore plus vrai en France. En avril, l'institut de sondage OpinionWay a réalisé une étude sur l'état d'esprit des Européens. Après un mois de confinement, le niveau de confiance des Français à l'égard des institutions, qu'il s'agisse de l'Assemblée nationale, du gouvernement ou de l'Union européenne était de 10 à 20 points inférieur à celui enregistré en Allemagne ou en Grande-Bretagne. La méfiance y était le premier

sentiment affiché, avant la « morosité », la « lassitude » et la « peur ». Le pourcentage de ceux qui l'affirmaient (38 %) était sans commune mesure avec celui affiché outre-Rhin (10 %) ou outre-Manche (8 %).

– **De quoi cette réalité s'alimente-t-elle ?**

– De multiples facteurs entrent en ligne de compte. À la base, pèse en France plus fortement qu'ailleurs le regret que l'État ne soit plus en capacité de protéger les citoyens face aux risques que font peser la mondialisation, la concurrence et les changements technologiques. La France est un pays très vertical, hiérarchisé, où le pouvoir central est investi d'un rôle que l'on retrouve peu ailleurs. Ici, les citoyens n'ont pas l'habitude de compter sur les solidarités de voisinage ou communautaires pour faire face à l'adversité, contrairement aux États-Unis par exemple. Et on en retrouve la trace dans l'étude que je viens de signaler. Aux personnes sondées a aussi été demandé si elles avaient « confiance dans les gens ». Résultat : deux tiers des Français ont répondu que l'on n'est « jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », contre la moitié en Allemagne et un petit moins encore au Royaume-Uni... Lorsque la confiance est fondée sur la délégation, elle s'effondre dès que les institutions faillissent ou ne parviennent pas à remplir leurs fonctions, voire paraissent injustes ou arbitraires.

– **Quel rôle jouent les réseaux sociaux en la matière ? Diriez-vous qu'ils ont une forte responsabilité ?**

– A priori, en rendant plus perceptible le profil de son interlocuteur, les réseaux sociaux devraient encourager la confiance. Ce n'est pas le cas. Tout d'abord parce qu'ils encouragent l'entre-soi et entravent le débat, favorisant la polarisation des opinions. Ensuite parce qu'ils laissent supposer que tout peut se savoir en un clic, que la répétition des faits équivaut à leur démonstration scientifique. Le narratif l'emporte sur le reste. Si l'information proposée est bien tournée, elle a la même valeur que celle que peuvent livrer des équipes de recherche. En elle-même, la technique n'est pas en cause. Les travaux de Roxana Ologeanu-Taddei, maîtresse de conférences à l'université de Montpellier, montre par exemple que les progrès de l'intelligence artificielle n'ont pas entamé le crédit que le malade accorde au soignant de proximité qu'est le médecin. Ce qui est en cause, c'est autre

chose : le rapport à la connaissance que les réseaux sociaux engendrent.

– **Leurs utilisateurs n'ont-ils pas les moyens de mettre les informations à distance ?**

– Il faut croire que non. Les expériences scientifiques passées montrent que nous avons tendance à croire les énoncés qui nous sont présentés, du moment qu'ils sont plausibles, ainsi que l'assure la philosophe Marion Vorms. Une information reçue, même si elle se trouve ultérieurement démentie ou voit sa source discréditée, continue à exercer une certaine influence sur nos raisonnements et nos décisions...

– **Diriez-vous que la défiance entame le fonctionnement démocratique des institutions ?**

– Une société ne peut se fonder sur une méfiance généralisée. Si la vigilance constitue un élément essentiel de la démocratie, la méfiance, elle, est toxique. Elle l'est parce que, lorsqu'elle s'impose, il ne peut plus y avoir de bien public. Il ne peut y avoir d'impôt pour financer les systèmes de protection sociale, les services publics tels que la justice, la santé ou l'éducation. La confiance est indispensable au contrat social. Elle est indispensable aux relations internationales et à la paix. L'activiste économique ne peut se concevoir sans elle. L'historien Antony Hostein nous rappelle qu'à Rome étaient frappés sur les pièces de monnaies le mot *fides* (confiance) ainsi que l'image

de deux mains jointes pour souligner l'importance, dans l'activité, de l'accord passé entre deux individus. La confiance suppose des acteurs qui y adhèrent, un système légal qui conforte un état de droit et une morale qui fasse internaliser ces règles et leur donne corps. La chose est exigeante. Mais elle est la condition de la démocratie. Dans un monde incertain, c'est la condition pour s'assurer du comportement coopératif d'autrui. C'est la condition pour faire société.

– **Sinon ?**

– Sinon triomphe la violence.

– **Quel antidote à cela ?**

– Pour exister, la société a besoin d'un projet commun. En rachetant la dette des États, la Banque centrale européenne a démontré ces derniers mois que la responsabilité à l'échelle continentale pouvait ne pas être un vain mot. Restaurer la confiance implique de redonner sens à un modèle fondé sur le collectif, la lutte contre l'arbitraire et les injustices. C'est aussi dans le rapport concret aux institutions que se forge, ou non, la confiance. Si en France, comme au Royaume-Uni ou en Allemagne d'ailleurs, ce sont les hôpitaux qui bénéficient de la confiance la plus haute, c'est parce qu'ils tiennent leurs promesses. Ils continuent de soigner en accueillant sans distinction de statut ni de conditions sociales. La confiance se construit aussi au fil des pratiques sociales.

Propos recueillis par Martine HASSOUN

En rachetant la dette des États, la Banque centrale européenne a démontré ces derniers mois que la responsabilité à l'échelle continentale pouvait ne pas être un vain mot. Restaurer la confiance implique de redonner sens à un modèle fondé sur le collectif, la lutte contre l'arbitraire et les injustices.